

**PREFECTURE
DES BOUCHES-DU-RHONE**

REPUBLIQUE FRANCAISE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

Bureau de l'Environnement

30 OCT. 1995

Dossier suivi par : Mme LE PAPE

☎ 91.15.61.56

ILP/MR

N° 95-258/100-1995 A

ARRETE

mettant en demeure la Société MAVRAC
à PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE
de respecter l'arrêté d'autorisation du 23 avril 1992

LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, modifiée par les lois n° 92-646 et 92-654 du 13 juillet 1992 et notamment ses articles 23 et 24,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,

VU l'arrêté préfectoral n° 92-25/98-1990 A du 23 avril 1992 autorisant la Société MAVRAC à exploiter une station de transit de déchets industriels à PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 4 août 1995,

VU l'avis du Sous-Préfet d'ARLES du 16 octobre 1995,

CONSIDERANT que la Société MAVRAC exploite une station de transit de déchets industriels liquides à PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE, sans respecter les prescriptions de l'arrêté n° 92-25/98-1990 A du 23 avril 1992,

SUR LA PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

.../...

ARRETE

ARTICLE 1

Le responsable de la S.A. MAVRAC, dont le siège social est sis dépôt de Mourepiane - BP 2272 - 13212 MARSEILLE CEDEX 01, est mis en demeure de respecter sans délai (sauf prescriptions contraires) les dispositions techniques urgentes évoquées ci-après au présent arrêté.

ARTICLE 2

- 2.1 - Il sera procédé à l'évacuation de la totalité du stockage de T112 (trichloro 1, 1, 2 éthane) qui sera soit stocké dans une installation dûment autorisée, soit restitué au producteur, soit détruit dans un établissement autorisé au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.
- 2.2 - Un audit de conformité devra être réalisé par les soins d'un organisme extérieur dont le choix sera soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées. Le rapport final de cet audit devra contenir un échéancier de mise en conformité et devra être communiqué à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.
- 2.3 - Les dispositions techniques relatives à la prévention de la pollution des eaux des paragraphes 5.5.a, 5.5.b et 5.5.c de l'arrêté d'autorisation n° 92-25/98-1990 A du 23 avril 1992 devront être respectées dans leur intégralité.

ARTICLE 3

En cas d'inobservation des prescriptions fixées au présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues par l'article 23 de la loi, à savoir :

- consignation dans les mains d'un comptable public de la somme correspondant au montant des travaux et aménagements à réaliser,
- exécution d'office aux frais de l'exploitant des travaux et aménagements,
- suspension de l'activité par arrêté préfectoral jusqu'à exécution des dispositions prescrites.

ARTICLE 4

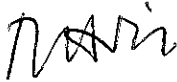
- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'ARLES,
- Le Maire de PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE,
- ✕ Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Le Chef du Service Maritime des Bouches-du-Rhône,
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire sera en outre chargé de son affichage dans les lieux accoutumés.

MARSEILLE, le 30 OCT. 1995

POUR COPIE CONFORME
Le Chef de Bureau,



M.H. PELEGRIN



Pour le PREFET

Le Secrétaire Général de la Préfecture
des Bouches-du-Rhône

Pierre BAYLE